

Circulaire de lancement de "*La Vie ouvrière*"

(1919)

Source : Pierre Monatte, *La lutte syndicale* (textes réunis par Colette Chambelland. Maspéro, 1976).

La Vie ouvrière reparaitra le 16 avril, après une interruption de près de cinq années.

Longue interruption qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer; la guerre suffit. Durant ce temps, *La Vie ouvrière* a fait ce qu'elle pouvait faire. Nous l'exposerons prochainement.

Nous voulons seulement noter aujourd'hui que, dès les premiers jours de la guerre, elle refusa de participer à l'union sacrée, qu'en octobre 1914 nous fûmes de ceux qui passèrent des nuits à recopier ce long et poignant cri d'humanité lancé par Romain Rolland sous le titre d'"*Au-dessus de la mêlée*", que, vers la même époque, sortes d'épaves dans le naufrage du socialisme, noyés, ballotés, survivants se cherchant, nous nous sommes rapprochés des socialistes russes et liés avec Trotsky.

Rolland et Trotsky : ces deux hommes nous ont sauvés du dégoût, du désespoir; ils ont sauvé nos raisons de vivre et ranimé notre confiance dans l'humanité et dans la révolution.

Un an après, les épaves reprenaient la haute mer. C'était Zimmerwald.

Dret a dit un jour au Comité confédéral que le foyer de l'opposition syndicaliste, le foyer du mal, était le "noyau" de *La Vie ouvrière*. Merci, Dret. Sans vous en douter, vous nous avez fait là le plus grand compliment. Ce sera l'honneur de toute notre vie d'avoir été cela dans la trop faible mesure de nos forces.

Des années durant, nous avons tenté de fixer l'attention des militants ouvriers sur le danger de mois en mois plus menaçant d'une guerre européenne. On se moquait de nous alors. Griffuelhes écrivait à notre adresse, en janvier 1912, dans son *Encyclopédie syndicaliste* :

Le mouvement ouvrier menace de devenir un simple lieu d'études, véritable université populaire, au sein de laquelle quelques-uns apportent leurs connaissances en diplomatie et en compilation. [...] Le syndicalisme ne saurait donc se reconnaître dans ces balades de la Perse au Maroc, du Maroc en Algérie, de l'Algérie en Normandie.

Aujourd'hui, il apparaît bien que le syndicalisme aurait gagné à nous accompagner dans nos balades par le monde et à étudier avec nous les problèmes qui se sont résolus par la saignée universelle.

Lorsque nous avons reproduit l'étude d'Andler sur le "*Socialisme impérialiste allemand*" et pris sa défense contre presque tout le monde, même blâme de la part des militants syndicalistes qualifiés, de ceux qui s'étiquettent responsables et nous appellent irresponsables.

Un écrivain monarchiste écrivait en juin 1914 que nous étions "*l'un des rares groupements de la presse révolutionnaire qui soit fermé à la corruption démocratique*". Ce groupe s'est tenu aussi ferme qu'il l'a pu dans la tempête de la guerre, demeurant fidèle aux principes du syndicalisme révolutionnaire, la lutte des classes, l'anti-étatisme et l'internationalisme, gardant sa foi dans les destinées de la classe ouvrière de partout.

Affaibli par la dispersion de ses éléments les plus actifs, par la mort de plusieurs, par la défection d'autres, le "noyau" n'a pu remettre sur pied plus tôt *La Vie ouvrière*; aujourd'hui, la démobilisation lui ayant rendu Monatte et Rosmer, qui assumaient en 1914 la rédaction et l'administration de la revue, il se remet au travail.

Quelle tâche avons-nous à remplir ? Examinons la situation présente, la situation générale dominée par la liquidation de quatre ans de guerre et la situation du mouvement ouvrier. Déterminons notre position.

Le vieux monde branle

Les Alliés ont remportés sur les Empires centraux la victoire la plus complète. L'Autriche est déjà mise en morceaux. L'Allemagne, plus résistante, doit néanmoins accepter toutes les conditions des armistices successifs, comme elle devra accepter toutes les conditions de paix élaborées et décidées en dehors d'elle. Les Alliés ont cette victoire totale en vue de laquelle ils ont exigé de leurs peuples les plus grands sacrifices et pour laquelle ils les tenaient dans la guerre.

Cette terrible guerre serait la dernière à condition que le monde fût à jamais débarrassé de l'hégémonie allemande. Le prussianisme empoisonnait le monde. Il tenait en suspens entre la paix et la guerre. Un monde où il ne serait plus serait un monde où il ferait bon vivre, où la liberté, liberté des peuples et liberté des individus, s'épanouirait d'elle-même, ne trouvant plus d'obstacles.

Depuis bientôt cinq mois, les délégués des gouvernements délibèrent et tant de problèmes les assaillent que le plus minime d'entre eux n'est pas encore résolu. Un des plus importants de ces délégués, par sa personnalité et par le pays qu'il représente, M. Lloyd George, déclare : "*Le monde est dans un état de bouleversement et d'inquiétude et je n'aimerais pas à prédire ce qui arrivera d'ici un an à deux ans*".

C'était le paradoxe des partisans de la guerre jusqu'au bout que plus ils la prolongeaient, plus sûrement ils démolissaient le vieux monde, le menaient à la ruine, au chaos, à la famine, à la révolution. Des bourgeois conservateurs, comme Lord Landsdowne, tentèrent de le dire timidement et tardivement. Ils ne furent pas écoutés. Le vieux monde qui portait en lui la guerre était irrésistiblement conduit par la guerre au suicide. Mais l'héritage qu'il laisse est un héritage lourd de mort et de ruines, de confusion et de chaos, dont les peuples devront, dans tous les cas, faire les frais. Pour nous, qui voyions en même temps la folie de la guerre et ses conséquences révolutionnaires, c'était payer la révolution trop cher que de l'acheter au prix de la vie d'innombrables légions de jeunes hommes et de la famine s'étendant aux trois quarts de l'Europe.

Aujourd'hui, quand les capitalistes osent regarder en face leur œuvre, ils ont l'impression d'être au bord d'un gouffre, et c'est une revue pas du tout révolutionnaire qui nota parmi les phénomènes sociaux, dominant l'heure présente *"l'affolement des milieux capitalistes devant l'écrasant bilan financier de la guerre"*.

La paix impossible

Que sortira-t-il de la conférence de la Paix ? Il n'est que trop facile de le prévoir. Cette conférence manque outrageusement au premier article de son programme. Au moment de formuler les quatorze conditions de paix acceptées par la suite par tous les belligérants lors de l'armistice, M. Wilson disait :

C'est donc le programme de la paix du monde qui constitue notre programme. Et ce programme, "le seul possible", selon nous, est le suivant : "Des conventions de paix, au grand jour, préparées au grand jour."

Quel démenti ironique les faits lui donnent !

La conférence travaille en petit comité, dans les ténèbres. Les délégués, ce sont les gouvernants eux-mêmes qui se sont eux-mêmes désignés.

Les peuples n'ont rien à dire, rien à savoir, rien à faire qu'à attendre quand c'est le sort du monde qui se règle. Où est donc la démocratie ?

Au moins le sort des petites nations, ce but premier et si souvent affirmé de la guerre, sera-t-il justement et définitivement réglé ? Ce problème des nationalités, auquel se sont raccrochés les socialistes de l'Entente, traîtres au socialisme, sera-t-il résolu ?

Il suffit pour répondre de regarder ce qui se passe en Europe. On ne voit que conflits partout et souvent des batailles. La guerre continue. Libérés de demain sont déjà des ennemis. Les Polonais sont aux prises avec les Tchèques, les serbes avec les Roumains, les Grecs avec les Italiens, les Yougoslaves avec les Italiens. Chacun veut occuper tout de suite, sans discussion, le territoire qu'il revendique. La conférence dépêche missions sur missions, elle lance des avertissements comminatoires. Mais un conflit n'est pas plus tôt apaisé qu'un autre surgit, et aujourd'hui encore une dépêche de Fiume annonce que *"les bataillons américains d'occupation ont quitté la ville. Le consul d'Espagne chargé de la protection des intérêts américains a avisé les ressortissants des Etats-Unis de se préparer à partir. L'Amérique veut observer une attitude d'absolue neutralité dans le conflit imminent italo-yougoslave"*.

Comme cette dépêche ressemble à celle des premiers temps de la guerre ! Cette fin de guerre ressemble odieusement à son début.

Dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, les délégués discutent sans fin. Ils sont aux prises avec leurs marchandises, avec les traités secrets par lesquels ils se sont déjà réparti des territoires convoités. La justice n'a pas droit d'entrée.

L'idéalisme verbal qui emplissait les journaux jadis montre ce qu'il valait. Les grandes difficultés sont maintenant entre les Alliés et on en a l'écho au-dehors. Le journal qui représente le mieux la politique de notre quai d'Orsay, *L'Echo de Paris*, parle avec un mépris tranquille de *"l'idéologie"* - manière polie de désigner M. Wilson.

Les nations opprimées ne seront définitivement libérées parce que ce n'est pas pour cela qu'on a fait la guerre. Les Alliés se sont intéressés au sort des petites nations assujetties au joug autrichien parce que c'était un moyen d'affaiblir l'Autriche. Si elles avaient voulu vraiment cette libération, elles auraient commencé par faire chez elles - où c'était facile - ce qu'elles prétendaient aller faire ailleurs. Nulle petite nation n'a affirmé plus clairement ni plus tenacement sa volonté d'indépendance que l'Irlande. Le gouvernement anglais songe-t-il à la libérer ? Il n'y paraît guère.

Après avoir beaucoup discuté, comme il faudra aboutir, la conférence s'arrêtera à des solutions moyennes qui ne satisferont aucun des adversaires et exaspéreront les antagonismes. Créées dans de telles conditions, les nations nouvelles seront une source perpétuelle de conflits, et, si on se rappelle comment la sorte de Ligue des nations constituée jadis pour garantir la paix dans les Balkans s'acquitta de sa besogne et comment elle échoua, on est obligé de conclure que la paix nouvelle sera bien précaire.

L'Allemagne sera ligotée le plus solidement possible, encore qu'on ne paraisse pas d'accord sur la méthode. Il importe aussi de lui laisser une gendarmerie assez forte pour contenir et écraser les révolutionnaires de l'intérieur. On est même prêt à l'y aider.

Finalement, la paix de demain ne se différenciera guère des paix d'hier. On la flanquera d'une Ligue des nations pour donner satisfaction à *"l'idéologie"*, pour donner aux peuples l'illusion qu'on a fait quelque chose de grand et de nouveau. D'après l'avant-projet adopté, cette Ligue des nations ne sera guère plus que le Tribunal d'arbitrage existant déjà à La Haye, et, si nous n'y prenons pas garde, elle pourra facilement devenir un moyen de défense de la réaction internationale.

Quoi qu'en ait dit le président Wilson, et peut-être contre sa volonté, le traité de Versailles ressemblera comme un frère au traité de Vienne.

L'Allemagne étant pour longtemps hors d'état de constituer un danger, c'est le bolchevisme qui sera considéré comme le péril le plus menaçant, c'est contre lui que seront dirigés les efforts de tous les gouvernants alliés - qui se rencontreront pour une fois avec Ebert-Scheidemann - , exactement comme à Vienne, en 1815, la France étant écrasée, la Sainte-Alliance se préoccupa de mater l'esprit révolutionnaire répandu dans le monde par la Révolution française.

La France à la tête de la réaction

Quelle est dans tout cela l'action particulière de la France ? Dans le domaine international, ses gouvernants l'ont mise nettement à la tête de la réaction.

Sa politique effraie jusqu'aux libéraux d'Angleterre et d'Amérique et même les bourgeois francophiles de Genève qui commencent à craindre pour leurs intérêts un simple déplacement d'hégémonie. Politique non seulement réactionnaire mais stupide.

Il suffit de prononcer le mot de bolchevik devant M. Pichon pour qu'il soit affolé. Ni les libéraux anglais et américains qui exigent l'abandon de l'intervention alliée en Russie, ni M. Lloyd George, ni M. Wilson n'aiment davantage les bolcheviks que M. Pichon. Mais ils ne perdent pas pour cela toute raison. Ils constatent que le gouvernement des soviets a montré, par sa seule durée, qu'il représente exactement la Russie et que persister dans l'odieux blocus par quoi on espère le réduire, lui prenant un jour son pain et un autre jour son charbon, ce serait s'aliéner pour de longues générations le peuple russe tout entier - exception faite de la bande d'émigrés entretenus à grands frais.

En Allemagne, les officiers français détruisent les soviets d'ouvriers et de soldats constitués au lendemain de la révolution, suppriment les organisations ouvrières chargées de contrôler la production dans les usines, obligent les cheminots à renoncer à la journée de huit heures, apportent ainsi une aide précieuse dont les ouvriers font les frais aux capitalistes rhénans, qui peuvent paisiblement continuer leur exploitation. Et les nôtres saluent comme des sauveurs Hindenburg, l'ancienne idole des pangermanistes, Ebert, Scheidemann et Noske, dénoncés hier comme nos plus redoutables ennemis, quand ils font assassiner Liebknecht et Rosa Luxembourg. Nouvelles classifications qui ont leur sens.

Le bilan de cette période sinistre ne peut pas ne pas être établi; la leçon de cette guerre, non pas accident fortuit mais aboutissement naturel, fatal, du régime capitaliste, ne peut pas ne pas être tirée. Le régime capitaliste nous a jetés à la guerre et se révèle impuissant à nous donner la paix. Avec le manifeste de Zimmerwald, nous disons :

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements - monarchiques ou républicains - , la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise; sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

En plein millerandisme

Dans la politique intérieure, la situation n'est pas moins grave. L'union sacrée, réalisée au début de la guerre par Viviani, Malvy, Thomas et la complicité de tant de chefs socialistes et syndicalistes, a pris fin sous sa première forme, mais se perpétue sous des vêtements nouveaux.

Ce ne peut être qu'en vertu de l'union sacrée que la CGT donne mandat à son secrétaire général de participer aux travaux de la conférence de la Paix. Il représente le gouvernement français à la commission de législation internationale du travail. Quelle autorité morale restera à la CGT pour s'élever contre la paix impérialiste qui menace d'être signée ? La première manifestation de protestation de la CGT contre la politique de violence de nos gouvernants pouvait être le retrait de son délégué. Elle ne semble pas y songer. Cela seul suffit à montrer à quel point elle est enlisée dans les sables gouvernementaux. Aujourd'hui comme hier, à la signature de la paix comme durant le cours de la guerre, elle *"accepte, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes"*.

Jamais, espérons-nous, la classe ouvrière française n'acceptera le marché avilissant qui lui est proposé : vendre un silence honteux, troquer un acquiescement à la paix de violence, à la paix sans lendemain, pour le morceau de pain d'une loi sur les huit heures.

Une preuve non moins grave de la persistance de l'union sacrée nous apparaît dans la réclamation par la CGT de l'institution du Conseil économique national. Les mêmes hommes qui luttèrent il y a vingt ans contre le millerandisme, qui combattirent l'illusion d'un Conseil supérieur du travail, ont fait le voyage de Bordeaux dans le wagon retenu pour eux par Malvy et s'entendent aujourd'hui, avec Loucheur et Clémentel, pour organiser la collaboration des classes et faire endosser à l'organisation ouvrière une part de responsabilité dans le gâchis économique créé par la guerre.

Dans sa brochure, *Les Travailleurs devant la paix*, Jouhaux conclut en allumant les lustres d'une prochaine et seconde nuit du 4 août !

"Une nouvelle nuit du 4 août doit terminer cette guerre", déclare-t-il textuellement.

Illusion ou mensonge. Il est permis de rêver, mais pas au point d'oublier que la bourgeoisie de notre doux pays n'est aucunement préparée, encore moins disposée à renoncer à ses privilèges de spoliation et de direction. Jamais dictature n'a pesé sur le pays plus lourdement que la sienne. La liberté de la presse n'existe plus. Non plus celle de réunion. La France est enfermée dans de hautes murailles. Rien n'arrive directement, librement du dehors. On respire un air étouffé et empoisonné.

Tout est tenté pour écraser la révolution russe. Malgré cela et tant d'autres choses, la bourgeoisie serait à la veille de proclamer sa déchéance ! Allons donc ! Illusion ? Mensonge ?

Pendant qu'on s'entendait si bien avec les milieux dirigeants, on faisait des changements importants dans la maison confédérale. Lorsqu'il était question de réunir un congrès confédéral, on objectait qu'il était impossible de le tenir avant le retour des mobilisés. Un congrès aurait le pouvoir de modifier les statuts confédéraux. Des novices pourraient porter sur eux une main sacrilège. Le congrès s'est tenu. Les novices n'ont pas regardé du côté des statuts. Mais les habiles, sans gêne, en hâte, sans attendre le retour des tranchées, ont bouleversé l'unité ouvrière. Ils ont rompu le pacte de Montpellier, poignardé la Fédération des bourses, enlevé la direction de la CGT aux militants pour la donner aux fonctionnaires syndicaux.

Où un Millerand échoua au lendemain de l'affaire Dreyfus, qui fut tout de même une bataille contre les pires formes de réaction, un Viviani, un Malvy, un Clemenceau, un Loucheur ont réussi, après la plus terrible guerre déchaînée par les impérialismes. Nous n'avons pas eu de millerandisme, ou très peu, et nous avons aujourd'hui un loucheurisme triomphant. Le syndicalisme a disparu, par morceaux, et le secrétaire de la CGT parle à peu près le même langage que le grand industriel ministre dont il est l'adjoint technique à la conférence de la Paix.

Contre ces formes de réaction, nous lutterons de toute notre énergie. Nous étions syndicalistes révolutionnaires avant la guerre. Nous le restons ; l'épreuve de la guerre n'a fait que tremper nos convictions.

Non pas que la guerre ne nous ait rien appris. Ce qu'elle ne nous a pas montré ni appris, c'est que nous avons tort de lutter à la fois contre le capitalisme et contre l'Etat, c'est que notre conception de la révolution basée sur le syndicat était chimérique. Qu'est-ce donc que la révolution russe, sinon une révolution d'un caractère syndicaliste ? Sadoul, dans une de ses lettres admirables, demandait aux syndicalistes français s'ils ne reconnaissaient pas les traits de la révolution de leurs espoirs sur le visage douloureux de la République fédérative des soviets. Dès le premier jour, pour notre part, nous en avons été frappés.

Partout dans le monde, le socialisme électoral s'efface pour laisser paraître au premier plan le socialisme vraiment révolutionnaire. La révolution russe opère la résurrection du socialisme. Partout, sauf en France. C'est que la guerre a provoqué chez nous la formation d'une pourriture syndicalo-gouvernementale et syndicalo-patronale. Contre elle, nous entendons défendre le mot de syndicalisme et la chose. La renaissance socialiste et syndicaliste qui s'affirme de toutes parts ne nous décevra pas. Le travail de réorganisation, de rajustement des organismes ouvriers, de révision et de redressement des idées, d'assainissement de l'opinion publique empoisonnée nous appelle.

Il s'agit, d'abord, de voir bien clair et de faire voir clair autour de nous. Etude, propagande, travail constructif doivent marcher de pair avec le coup de balai dans la Maison du peuple et par tout le pays.